

Burundi : Vers la régularisation des relations entre les secteurs public et privé

PANA, 18 janvier 2012 Bujumbura, Burundi - Un cadre réglementaire régissant le partenariat entre les secteurs public et privé au Burundi va bientôt être élaboré et sera disponible dans le courant de cette année 2012, a annoncé le deuxième vice-président de la République du Burundi, en charge des questions économiques et sociales, Gervais Rufyikiri, lors du lancement officiel, mercredi, des activités du cadre de dialogue et de concertation pour un partenariat entre les secteurs public et privé. Dans l'état actuel des choses, les relations de collaboration et de dialogue entre les deux secteurs complémentaires de l'économie nationale sont réglementées par un décret du 17 juin 2008, a rappelé le vice-président burundais.

Sur cette base, les deux secteurs ont déjà réalisé beaucoup d'activités communes, à en croire toujours le vice-président burundais qui a cité, entre autres, les réformes de 2011 qui ont débouché sur l'amélioration du climat des affaires. Les succès de l'exposition du Burundi au Salon international du tourisme qui a eu lieu l'année dernière à Berlin, en Allemagne, résultent également de la bonne collaboration des deux secteurs. A Berlin, le Burundi a remporté la première place parmi les pays africains grâce à un partenariat public-privé très dynamique", a affirmé M. Rufyikiri. Une autre action concertée entre les secteurs public et privé qui a été louée par le vice-président est l'élaboration d'une stratégie nationale du développement durable du tourisme. Selon lui, les deux secteurs ont encore travaillé en étroite collaboration à la restructuration de la Chambre de commerce et d'industrie du Burundi (CCIB) en une Chambre fédérale de commerce et d'industrie du Burundi (CFCIB) regroupant les diverses chambres sectorielles. "La participation d'un secteur privé bien structuré, efficace et efficient est indispensable afin de développer la base d'une croissance économique forte et durable source de création de richesses et d'emplois. Grâce au dialogue franc et permanent, le gouvernement et le secteur privé pourront établir un partenariat gagnant-gagnant, dans le respect des intérêts des uns et des autres", a conclu le vice-président burundais.